L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 1re JUIN 1858.

Imprimé et publié par
G. P. WEISSE & Co.
EDITEURS-PROPRIÉTAIRES:
G. P. WEISSE, H. DUPUIS,
E. DUVERGER, S. HARDY.

Rue de Chartres No. 83, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 1er JUIN 1858.

Abonnés à la semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine," à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Ventes à l'enchan de ce jour,

Par Bernard Turpin,—Lazz de vie françaises, vins, cordiaux, etc.
Par Thomas & Thomas — Livres, tableaux, monnaies Mixte.
Par B. F. Morphy—Ouvrages de religion.
Par H. Peychaud, Hyde & Co.—Chaussures, malles, marchandises sèches, etc.

NOTRE FEUILLETON.

Nous publions en ce moment Le Bonhomme Nock, un des meilleurs romans de l'auteur de la Vieille Fille. L'intérêt y est saisissant d'un bout à l'autre, et nos abonnés en trouveront la lecture extrêmement attrayante. Les personnes qui ne reçoivent pas l'*Abeille* et qui voudraient lire le Bonhomme Nock, devront s'adresser à nos porteurs qui sont autorisés à livrer le journal à la semaine.

LA TRAITE ET LES CROISEURS ANGLAIS.

On écrit de Washington qu'il règne dans cette ville une grande effervescence au sujet des agressions commises par les croiseurs anglais dans le golfe du Mexique. Le Congrès est indigné et est tout disposé à accorder de nouveaux pouvoirs au président pour lui permettre de prendre en main la défense de l'honneur national. Le cabinet croit que la Grande Bretagne désavouera les actes des commandans anglais, mais il n'en a paru encore aucunes mesures nécessaires pour protéger le commerce américain. En outre du *Colorado*, du *Jamestown* et du *Despatch*, qui ont déjà reçu l'ordre de se rendre dans le golfe du Mexique, le secrétaire de la marine va envoyer aussi le *Wabash*, le *Fulton*, l'*Arctic*, le *Hartford* et le *Dolphin*. On croit que le contre *Harriet Lane*, en ce moment à New-York, se dirigera également vers le Sud. Le capitaine qui commande le navire-école Preble, a proposé au secrétaire de la marine de se rendre dans le golfe, et il est probable que ses services seront acceptés.

Un correspondant, qui se dit bien informé, affirme que l'administration est très décidée à ne point tolérer, sous quelque prétexte que ce soit, le droit de visite : elle maintiendra que tout navire sur lequel flotte le pavillon américain est inviolable.

Le projet de loi présenté au Sénat, le 24 mai, par M. Douglas, est une des mesures les plus importantes dont le Congrès ait été saisi depuis longtemps. Le bill dont il s'agit autorise le président à repousser la violence par la force, et c'est précisément, à ce qu'il paraît, ce que désirait M. Buchanan. Il sera seul chargé de la responsabilité des événements, on assure qu'il l'acceptera volontier. Quoiqu'il en soit, le bill a été référé au comité des affaires étrangères qui fera incessamment son rapport. Lorsqu'il sera de nouveau présenté par le comité, M. Douglas proposera un amendement par lequel le président sera autorisé, toutes les fois que le droit des gens sera violé ou que les agents d'un gouvernement étranger commettront un outrage au préjudice de nos nationaux, à conférer des pouvoirs spéciaux à un officier de la marine des Etats Unis qui se rendra, à bord d'un navire de guerre, sur le théâtre où l'agression aura eu lieu s'emparera du bâtiment qui aura cherché à nuire à notre commerce et le conduira aux Etats-Unis où ledit bâtiment sera vendu, conformément à l'ordre d'un tribunal ayant une juridiction maritime pour indemniser les citoyens américains victimes de l'attentat.

Si ce projet de loi est voté par le Congrès, les Anglais verront comprendre que la prudence leur est nécessaire et montreront sans doute plus de respect pour notre pavillon. Le ministre anglais à Washington est, dit on, placé dans une situation fort embarrassante. Il a manqué pas entièrement foi à tous les débats publiés par les journaux et il croit que nos croiseurs anglais ne visitent que les navires qui leur paraissent suspects. Néanmoins cette illusion qui règne autour de lui a vivement impressionné et il attend impatiemment les rapports authentiques et officiels de ce qui s'est passé dans le golfe du Mexique et sur les côtes de la Floride et de Cuba.

On ne se fait pas illusion en Angleterre sur les véritables motifs du zèle excessif que déploient les commandans anglais chargés de la police de la côte d'Afrique, du golfe du Mexique et de la mer des Caraïbes. L'humanité de la traite n'est qu'un prétexte. Un des premiers journaux de Londres en est convenu récemment, dans un article que nous regrettons de ne pouvoir ici reproduire en entier. Les commandans des navires de guerre de sa Majesté britannique ont tous intérêt à arrêter les bâtimens négriers à cause de la part qui leur est réservée dans la prise. Les agens consulaires et autres de la Grande Bretagne ne sont pas moins intéressés au maintien du système actuel, parce qu'ils touchent aussi une part des bénéfices. Quant aux négociants de Londres et de Liverpool, ils voudraient rester seuls maîtres du marché africain où les Américains leur font assez rugir une redoutable concurrence, et ils ne sont pas fâchés que les croiseurs britanniques donnent la chasse à tous les bâtimens des Etats Unis indistinctement et les persécutent. Notre commerce légitime avec la côte d'Afrique a été en effet presque ruiné; peu de navires veulent se rendre dans des parages où ils sont soumis à mille avanies, d'abord arrêtés et placés sous le séquestre.

La philanthropie n'a conséquemment rien à démêler, de l'aveu même la presse anglaise, avec les mesures rigoureuses adoptées par les croiseurs britanniques. Les faits prouvent au contraire d'une manière évidente que ces mesures tendent plutôt à favoriser la traite qu'à l'abolir. Dès qu'un bâtiment faisant un commerce légitime se présente sur la côte d'Afrique, il est sûr de subir toute une série d'odieuses persécutions. On le force d'abord d'interrompre son voyage et on le conduit dans un port de relâche où il est minutieusement examiné. Il faut que ses papiers soient parfaitement en règle pour qu'il échappe à la saisie. Lorsqu'enfin le capitaine est parvenu à démontrer que son bâtiment n'est point destiné à la traite, on lui permet de reprendre la mer, mais il ne tarde pas à tomber entre les mains d'un autre croiseur qui lui fait subir la même interrogatoire et les mêmes délais. Cependant le temps s'écoule et lorsque le malheureux navire arrive à sa destination et prend son chargement, l'époque est passée et l'on est pu dépecer avantageusement de la cargaison.

Cet état maintenant que les croiseurs arrêtent les véritables négriers, ceux qu'ils reconnaissent d'une manière infaillible, avant que ces navires aient atteint la côte ? Ils s'en gardent bien. Ils laissent presque toujours le bâtiment aborder à la côte, l'observent de loin et lui donnent la chasse lorsqu'il reprend la mer avec sa cargaison de nègres. La prise rapporte alors davantage aux croiseurs, le chiffre des bénéfices étant basé sur le nombre des noirs arrachés à l'esclavage. La police maritime des Anglais n'est donc pas une police préventive, et l'humanité y est complètement étrangère. Il arrive souvent d'ailleurs que les bâtimens négriers échappent aux croiseurs ou que les malheureux Africains sont jetés par-dessus bord. Si les Anglais remplissaient consciencieusement leurs devoirs, s'ils étaient inspirés par un sentiment de généreuse philanthropie, ne chercheraient-ils pas à arrêter les négriers avant que ceux-ci prissent des Africains à leur bord ?

Le droit, la justice et même, on vient de le voir, l'humanité sont du côté de votre gouvernement. M. Cass a pris vis-à-vis de la Grande Bretagne une attitude ferme, digne et énergique. Nous espérons qu'il sera soutenu par le Congrès et que le gouvernement parviendra à sauvegarder l'honneur du pavillon national.

La situation au Nicaragua.

Nous avons reçu de notre correspondant du Nicaragua une lettre fort intéressante sur la situation actuelle de ce pays. Il nous écrit que le traité conclu entre les States-Unis et le Nicaragua n'a pas encore été ratifié, malgré le bruit contraire qui s'est répandu ici. Beaucoup de personnes semblent même croire qu'il ne sera pas donné suite à la convention, mais notre correspondant ne partage pas cette opinion.

Le traité, soutenu par le parti démocratique et combattu par celui du gouvernement, a été ratifié à l'assemblée par les suffrages de Jose Castillon, R. Zepeda, D. Salinas, G. Salinas, Padre Liano, Padre Lacayo, J. A. Arce, Pablo Chamorro, Pedro Saballos et Teodoro Lopez, contre ceux de Valle, Pedro Chamorro, Padre Arado, Jose Antonio Maya et Francisco Jimenez. Le président Martinez, usant de son droit de veto, n'a pas voulu approuver la ratification. Il était contre opposé à l'article qui autorise les Etats-Unis à débarquer des troupes au Nicaragua, quand ils le jugeront nécessaire, pour protéger le transit et les citoyens américains.

Cette disposition a été supprimée par le gouvernement de Washington ne peut envoyer des troupes au Nicaragua, qu'à la demande de ce gouvernement. L'assemblée qui s'est réunie depuis après la veto de ratification, a été le 26 février de nouveau le lier mal et délibérer une seconde fois sur le texte de la convention négociée par MM. Cass et Yrisarri.

Il paraît que la partie la plus saine de la population est en faveur du traité, qu'elle le considère comme une source de prospérité pour le Nicaragua ; aussi est-elle pleine d'indignation contre Martinez. A l'exception de Granada, où le nom américain est abhorré, toutes les villes et tous les hameaux du Nicaragua désirent la ratification du traité, et le président ne représente qu'une petite faction. Martinez, d'ailleurs, n'aime pas les Américains.

Le parti de Léon se préparait aux dernières dates à employer tous les moyens nécessaires pour triompher de la mauvaise volonté du président et annuler son veto. S'il ne réussit pas, il fera une révolution. C'est ainsi que l'on agit dans l'Amérique Centrale. Léon est rempli de chefs militaires, tels que Lamada, Jerez, Chilion et d'autres qui brûlent de tirer leur grand sabre du fourreau, et ils seraient fort heureux de s'escrimer contre leurs anciens ennemis de Granada qu'ils haïssent cordialement. Il est possible que les menaces d'une grande partie de la population décident les adversaires du traité, à l'assemblée, à faire trêve à leur opposition. Dans ce cas, le veto de pouvoir exécutif sera écarté et la convention définitivement ratifiée.

Nous venons de dire que le parti de Léon songeait à la révolution. S'il s'engage, il appellera à son aide les flibustiers américains et l'occasion sera belle pour Walker. Ce dernier n'est pourtant pas le préféré des Léonais ; leurs sympathies et leur admiration sont acquises au général Henningsen. Notre correspondant a entendu le général Jerez parler de ce dernier avec les plus grands éloges et exprimer le désir que l'intrépide Hongrois se plaçât à la tête du parti démocratique. Plusieurs personnages influents ont déclaré que Henningsen était l'homme qu'il leur fallait.

Notre correspondant dit que M. Belly, agent français arrivé récemment au Nicaragua, s'efforce de faire rejeter le traité Yrisarri. On croit qu'il n'est pas étranger à la décision prise par Martinez. Celui-ci avait d'abord déclaré au général Lamar, ministre des Etats-Unis, qu'il signerait le traité ; mais M. Belly qui se trouvait alors à Grytown, envoya en toute hâte de Rosario à Managua, avec des lettres à l'adresse du président. On ne sait ce qu'elles renfermaient ; toujours est-il que Martinez, après en avoir pris connaissance, changea immédiatement d'avis et remplaça sa signature par un veto.

Le bruit s'étant répandu dernièrement au Nicaragua que les flibustiers avaient opéré un débarquement sur la côte, la plus grande épouvante s'est répandue parmi la population. Notre correspondant, qui a lui-même combattu sous les ordres de Walker, dit que le nom de ce dernier inspire une incroyable terreur à un grand nombre de Nicaraguains. Walker est pour eux le diable incarné.

Les Etats du Nicaragua et de Costa Rica négocient en ce moment un traité pour la délimitation de leurs frontières. C'est Costa Rica qui l'a proposé, et on pense que le Nicaragua s'empressera de l'accepter.

Un tremblement de terre s'est fait sentir le 25 avril à Granada. Les secousses ont été assez fortes mais elles n'ont pas duré longtemps. Plusieurs maisons ont été renversées et les habitans de la ville en proie aux plus vives alarmes, se sont réfugiés sur la place et y ont passé la nuit en prières.

Dépêches télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Washington, 29 mai.—SÉNAT.—On y discute des résolutions donnant au président le pouvoir d'obtenir la réparation des outrages britanniques, dans le golfe du Mexique et la mer des Caraïbes.

CHAMBRE.—A la Chambre M. Clay a demandé qu'il lui fut permis de présenter un pétition de lui autorisant le président à réprimer les outrages commis dans le golfe à l'égard des bâtimens américains.—M. Garrett a fait des objections et s'est opposé à ce projet de loi, sous la raison qu'on allait consacrer le gouvernement *en un despotisme ministériel*.

NOUVELLES DE WASHINGTON.

Suivant des rumeurs, considérées d'ailleurs comme dénuées de fondement, Lord Napier, député à un navire, de Washington, vers l'amiral de l'escadre du golfe, ordonnant à cet officier d'aider à l'évasion des prisonniers, s'il était mis en liberté. Le plaignant n'est pas venu donner son témoignage.

Anne Gallagher, Maria Murphy, et Kate Domingo ont été condamnées chacune à dix piastres d'amende pour vagabondage.

Un garde Sprague se plaint d'avoir été attaqué et battu, dimanche soir, dans la rue Balard, par George Credon et Philip Duffy. Ce dernier, interrogatoire on a été soumis.

James McHaly, arrêté au moment où il allait se précipiter dans le fleuve, en haut du poteau 23, Premier District, a été envoyé à l'Asile des fous.

John Bailey dit que David Gormen l'a terrassé à coup de poing, dans la rue Girod. Châtiment.

Eusèbe Gibson, f. c. l., est accusé d'avoir grossièrement insulté une blanche.

—Le recorder condamne Bellard à remplir des fonctions de constable pendant un mois.

Adelaïde Bonnet, b. c. l., est accusé d'avoir battu Anne Williams, rue Conti, ensuite.

Smith, marchand de M. Berry, reçoit dix coups de fouet pour avoir insulté Fabrist Cornish au débarcadère des bateaux à vapeur.

—Le recorder Solomon a fait donner Joseph Polydore, b. c. l., qui est accusé d'avoir volé un cheval, qui avait un bride, quelque temps, dans la rue Dauphine.

Monsieur Pierre Soulé, Grand Principal, qu'il jouit à présentement, désirant connaître si un nouveau, et qui n'a pas encore été publié, est arrêté à Paris, a prié M. Mazureau, Grand Maître de l'Ordre, de lui faire connaître ce qui en est. Le Grand Maître a répondu que le bruit était sans fondement, et que M. Soulé n'avait pas encore été arrêté à Paris, et qu'il ne le serait pas, à moins qu'il ne fasse quelque chose qui le mérite. Il a ajouté que M. Soulé était libre de venir à Paris quand il le voudrait, et qu'il serait reçu avec les honneurs dus à son rang.

Cours des Changes sur N. O.—L'ordre "les Etats-Unis envoie le général Wm Walker, le National Premier, à Nice," a produit un effet d'autre réalité les taux du marché, en augmentant, en quelques heures, dans cette ville. Les changes sur Nouvelle-Orléans, à la Bourse de ce matin, ont été offerts à 1/2 de prime, et demandés à 1/4 de prime. Les lettres sur Paris, à la cour, à 5 fr. 20 c. Les lettres sur Londres, à 30 jours, à 1/2 de prime.

Tribunal de Bienfaisance.—Séance du 29 mai.—Présidence de M. Bienvenu.

Le bureau a accordé des secours à 20 familles indigentes.

Le bureau a reçu un don de $100 de la part de M. Jean Baptiste Lafon, pour être distribué aux pauvres par le Tribunal de Bienfaisance